



COP 21 : Objectif mondial ... contenir l'augmentation du réchauffement climatique en deçà de 2°C...

Objectif national ... contenir la montée en température du climat social....

Suite aux attentats meurtriers du vendredi 13 novembre, le gouvernement a décrété l'état d'urgence dont les conséquences se déclinent notamment en moyens d'interventions supplémentaires données à la police pour tenter de déjouer de nouvelles tentatives d'attentats.

La mise en place de mesures d'exception dans l'histoire s'est toujours traduite par des dépassements qui sont allés bien au-delà de ce qui avait été annoncé notamment sur le champ social.

L'interdiction de manifester et de se rassembler à l'occasion de la réunion de la COP 21 (Conférence Paris Climat) en est la première illustration depuis l'instauration de l'état d'urgence.

Le samedi 21 novembre, une manifestation contre la barbarie, contre les amalgames pour la défense des libertés et la paix n'a pas été interdite. Elle a rassemblé plus de 10000 personnes dans les rue de Toulouse et n'a pas connu d'incidents.

En décidant d'annuler arbitrairement les mobilisations prévues les 29 novembre et 12 décembre, et de le faire sans véritable négociation avec les ONG, associations et syndicats qui les préparent depuis plus de deux ans, le gouvernement français vient de fouler au pied les libertés d'expression et de manifestation. Bien-entendu, la situation est grave et personne ne le nie. Mais celles et ceux qui sont « *prêts à abandonner une liberté fondamentale, pour obtenir temporairement un peu de sécurité, ne méritent ni la liberté ni la sécurité* » disait Benjamin Franklin. **Liberté et sécurité vont de pair, comme l'ont prouvé les processus historiques d'émancipation et de démocratisation, en tant que « droits naturels et imprescriptibles » (Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen).**

Nous ne pouvons que « regretter qu'aucune alternative n'ait été trouvée pour permettre nos mobilisations » **déclare la Coalition Climat 21**, rappelant que des milliers d'initiatives seront organisées aux quatre coins de la planète les 28 et 29 novembre, ainsi que tout au long de la COP21 jusqu'au 12 décembre. Pendant la COP21, on manifesterà partout, sauf en France. Un comble. Par ces graves atteintes aux libertés publiques, le gouvernement français cède à la terreur que veut imposer Daesh et accepte que la peur guide les décisions publiques et gagne la population. **Là où il faudrait accompagner la riposte policière par plus de démocratie, plus d'ouverture et plus de tolérance, le gouvernement français répond par la guerre sans limite et la restriction des libertés.**

Défendons notre liberté d'expression !!! Les problèmes posés par l'évolution du climat concernent tout un chacun qui doit pouvoir s'exprimer en cette occasion de mobilisation mondiale de défense de notre planète.